

Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

Date de la contribution : 16/05/2024

Depuis 2009, le SIPPEREC propose à ses villes adhérentes un service de contrôle *a priori* des Propositions Techniques et Financières (PTF) et des devis émis par le concessionnaire qui leur sont adressés en vue de futurs raccordements au réseau : une quarantaine de villes ont sollicité ce service auprès du SIPPEREC.

Jusqu'en novembre 2023, ces PTF étaient adressées aux villes en raison de la compétence de ces dernières en matière d'urbanisme et concernaient donc tout travaux de raccordement sur le territoire des communes, quel qu'en soit le demandeur.

Annuellement, le SIPPEREC réalise un bilan de son activité, qui est soumis à l'approbation du Conseil Syndical.

Depuis 15 ans, le SIPPEREC a constaté, lors de l'analyse des PTF émises par le concessionnaire, de nombreuses non-conformités dans les critères analysés, notamment concernant la puissance de raccordement. En effet, l'analyse par le SIPPEREC montre que sur l'ensemble des dossiers analysés, la part des dossiers analysés pour lesquelles la puissance de raccordement retenue par Enedis est erronée s'établit comme suit :

Année	2019	2020	2021	2022	2023
<i>Part des dossiers avec une puissance surestimée</i>	80%	85%	80%	63%	49%

La puissance de raccordement est surdimensionnée en raison de l'absence de foisonnement entre les divers besoins et leur surdimensionnement.

Dans un nombre élevé de cas, le surdimensionnement des puissances de raccordement conduit à la création d'ouvrages inutiles (création de câble BT direct au poste, création de nouveaux postes HTA/BT) induisant des surcoûts pour la collectivité, que la création de ces ouvrages soit financée par le TURPE ou par les CCU, comme cela a été le cas jusqu'en novembre 2023.

Le SIPPEREC a alerté la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) sur ces constats et leurs conséquences pour le dimensionnement du réseau, dans le cadre de consultations publiques (cf. notamment la contribution du SIPPEREC à la consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie n° 2019-012 du 23 mai 2019 relative aux procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité) ou d'échanges entre la CRE et les services du SIPPEREC.

Le SIPPEREC est donc fortement favorable à toute disposition permettant aux utilisateurs d'optimiser « *leur puissance de raccordement en fonction de leurs besoins réels* ».

Cependant, si le SIPPEREC partage avec la CRE le constat que « *les incitations et mécanismes pour atteindre cet objectif sont globalement insuffisants* », il n'identifie pas les mêmes raisons que le régulateur.

Plus précisément, le SIPPEREC constate, comme la CRE, que la puissance de raccordement n'a aucune incidence sur la facturation de l'usager du réseau, celle-ci étant établie en fonction de sa consommation et de sa puissance souscrite.

Mais, si les demandeurs ont eu tendance à surdimensionner leur demande en matière de puissance de raccordement, la raison principale, identifiée par le SIPPEREC après près de 15 ans de prestations d'analyse de PTF pour le compte de ses villes adhérentes, est la très faible incidence de ce surdimensionnement sur le coût supporté par le demandeur lors du raccordement. En effet, une puissance surdimensionnée impose des travaux supplémentaires sur le réseau, le branchement est à concevoir de manière peu différenciée que la puissance de raccordement soit établie au plus juste ou pas^[1]. Or, ces travaux étaient, jusqu'en novembre 2023, pour partie facturés à la CCU et non au demandeur.

L'effet que la CRE attribue à l'existence de seuils (en BT essentiellement) nous apparaît finalement second, l'essentiel étant selon le SIPPEREC que le demandeur n'avait pas à supporter financièrement la surestimation de sa puissance de raccordement.

Le fait que, depuis novembre 2023, le demandeur se voit facturer, lors de son raccordement, une partie des travaux à mener tant pour les ouvrages de réseau que ceux de branchement devrait avoir pour conséquence de le sensibiliser au juste dimensionnement des ouvrages à construire au regard de ses besoins. Notamment, si une juste évaluation de ses besoins conduit à permettre un raccordement sur les ouvrages existants, moyennant quelques adaptations (renouvellement notamment des ouvrages existants), le demandeur verra alors sa contribution fortement réduite.

Pour cela, il est indispensable qu'il soit correctement informé et alerté lorsque sa demande de puissance de raccordement est notablement supérieure à ce qui est couramment observé pour des types d'usages similaires (cas notamment de demandes de raccordement pour des immeubles de logements collectifs). ***Le gestionnaire de réseau garde ainsi un rôle de conseil pour attirer l'attention du demandeur afin qu'il vérifie le correct dimensionnement de ses besoins.***

En effet, ***le SIPPEREC considère qu'il sera toujours préférable d'éviter de construire des ouvrages qui ne répondent pas aux besoins effectifs plutôt que de construire ces ouvrages puis de « récupérer » la capacité du réseau construit et non utilisée.***

C'est pourquoi, en complément des modalités de récupération, par le gestionnaire de réseau, de la puissance de raccordement non-utilisée par les demandeurs de raccordement une fois raccordés au réseau, objet de la présente consultation, ***le SIPPEREC considère qu'il est essentiel de compléter l'instruction des demandes de raccordement par des actions de conseil du gestionnaire de réseau afin de s'assurer que le demandeur dispose de tous les éléments d'appréciation et de calcul pour établir au plus juste la puissance de raccordement dans sa demande.***

Evidemment, le demandeur garde toute latitude pour définir sa demande et maintenir, s'il la juge nécessaire, une puissance de raccordement qui pourrait apparaître surestimée au gestionnaire de réseau.

^[1] Il n'y a pas d'ouvrage de branchement en HTA.

Réponse SIPPEREC consultation CRE du 3 avril 2024 sur la puissance de raccordement.pdf